



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SECRETARIAT GENERAL**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**Relatif à la mise sous pli des documents électoraux de propagande  
pour la moitié des électeurs d'Ille-et-Vilaine lors d'élections politiques**

La procédure de consultation utilisée est celle prévue aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du code  
de la commande publique

Le présent CCAP comporte l'annexe suivante :

Annexe I	Protection des données à caractère personnel
----------	--

---

## ARTICLE I. DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

---

### I.1 PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

#### I.1.1 Procédure

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle qu'elle est décrite aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

#### I.1.2 Forme

Le présent marché public constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la date de fin de validité du marché.

### I.2 ORDRE DE PRIORITE DES PIÈCES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### I.3 CONDITIONS DE DÉROGATION AU CCAG-FCS

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

## **I.4 MODALITÉS DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP**

Le pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives du marché, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de l'exécution du marché, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur conserve, en outre, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature du marché, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-12 du code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP à la date de notification du marché.

---

## **ARTICLE II. OBJET DU MARCHÉ**

---

### **II.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet la mise sous pli des documents électoraux de propagande pour la moitié des électeurs d'Ille-et-Vilaine (environ 400 000 électeurs) pour toute élection générale, partielle, référendum national ou consultation nationale ou locale.

### **II.2 ALLOTISSEMENT**

Ce marché se compose d'un lot unique :

- LOT n°1 : Mise sous pli des documents électoraux de propagande pour la moitié des électeurs d'Ille-et-Vilaine (environ 400 000 électeurs) pour toute élection générale, partielle, référendum national ou consultation nationale ou locale.

### **II.3 MONTANTS**

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu sans minimum et avec un maximum de 4 élections par an.

### **II.4 DUREE**

Le présent marché est conclu pour une période de trois (3) ans à compter de sa date de notification.

Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de validité du marché. La personne publique peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation.

## **II.5 RÉSILIATION DU MARCHÉ**

### **II.5.1 Cas de résiliation**

Le présent marché peut être résilié, en application de l'article 38 à 45 du CCAG-FCS :

- du fait de la personne publique, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de difficulté d'exécution du marché ;
- aux torts du titulaire ; l'administration se réservant le droit de faire exécuter le marché par un tiers aux frais et risques du titulaire ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution du marché, le ministère de l'intérieur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées au CCAG-FCS.

### **II.5.2 Décompte de résiliation**

La résiliation donne lieu au décompte de résiliation dans les conditions fixées par le CCAG-FCS.

### **II.5.3 Montant provisionnel**

Conformément à l'article R. 2191-30 du code de la commande publique, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnel, comme suit :

- si le solde est créditeur au profit du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui verse 80 % de ce montant ;
- si le solde est créditeur au profit de l'acheteur, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R. 2191-44 du code de la commande publique, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

---

## ARTICLE III. PRIX

---

### III.1 DEFINITION DES PRIX

Les prix initiaux de la prestation du présent marché sont définitifs et sont ceux qui figurent à l'annexe I à l'acte d'engagement au mois de sa signature par le titulaire.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxe, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxe, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision définie à l'article III.4 du présent CCAP.

Le titulaire certifie que les prix stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle dans des conditions similaires.

Lorsqu'il est fait référence à un barème, le titulaire s'engage à appliquer à l'administration les prix de ce dernier, pour la durée du marché, modifiés par les remises qu'il a consenties dans son offre et pour la durée du marché. Il s'engage à donner à l'administration, à la demande de cette dernière, toutes les informations lui permettant de vérifier ces conformités, notamment un extrait de son barème public.

Un changement tarifaire ne doit pas s'accompagner d'une diminution de la qualité du service offert par rapport aux conditions initiales du marché.

### III.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

#### III.2.1 Forme des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires, fixés à l'annexe I à l'acte d'engagement.

#### III.2.2 Contenu des prix

Dans le cadre du présent marché, la prestation est traitée sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation de prestation. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- la prestation objet du marché et ses frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;

- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes-rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser la prestation, objet des commandes.

Ces prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation.

### III.3 CHARGES FISCALES

Les prix de base sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation.

A la date de notification du marché, les taux de TVA applicables sont ceux indiqués dans l'annexe I à l'acte d'engagement.

### III.4 RÉVISION DU PRIX DE LA PRESTATION PAR APPLICATION D'UNE FORMULE REPRESENTATIVE DE L'ÉVOLUTION DU COÛT

#### III.4.1 Modalités de révision du prix

Les prix initiaux s'appliquent pour la période courant de la date de notification du marché jusqu'à la première date anniversaire de notification du marché correspondant à la première révision des prix.

Au-delà de cette date, les prix initiaux sont annuellement révisibles à chaque date anniversaire de notification du marché selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique et par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,30 + 0,70 * (ICT / ICT_0)]$$

Dans laquelle :

P	prix révisé ;
P0	prix initial ;
ICT	Indice du coût du travail - Salaires horaire - Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) référence INSEE : 010762015

La valeur « 0 » de l'indice est celle de l'avant-dernier trimestre de l'année 2024 (connu à la date de publication de l'appel d'offre ouvert) entendu comme le trimestre de référence (T<sub>r</sub>).

La valeur au numérateur est la suivante :

	Date de la révision	Trimestre pris en compte pour définir la valeur de l'indice
Première révision	Première date anniversaire de notification	T3 2025
Deuxième révision	Deuxième date anniversaire de notification	T3 2026

Les indices sont lus sur le site internet du Moniteur ou de l'INSEE. Les indices provisoires sont réputés définitifs.

### **III.4.2 Règles d'arrondi**

#### **III.4.2.1 Coefficient de révision**

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

#### **III.4.2.2 Prix révisé**

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

### **III.4.3 Modalités pratiques**

Le calcul de la révision des prix incombe exclusivement à l'administration, qui intervient sur saisine du titulaire et lui notifie par lettre la valeur du coefficient (ainsi que la valeur et la date des indices utilisées pour son calcul).

Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois maximum à compter de chaque date anniversaire de notification du marché pour saisir l'administration d'une demande de révision de prix, sous peine de forclusion.

### **III.5 RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES**

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix de son barème et ce tout au long de la durée du présent marché.

L'annexe financière à l'acte d'engagement est mise à jour, le cas échéant, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

---

## **ARTICLE IV. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES**

---

### **IV.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES PARTIES**

#### **IV.1.1 Engagements et obligations du titulaire**

##### **IV.1.1.1 Engagements du titulaire**

Le titulaire s'engage à effectuer la prestation conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'administration informée périodiquement sur le déroulement de la prestation et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation de la prestation concernée ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de la prestation et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP du marché de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement de la prestation ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires du présent marché.

Durant la période de validité du marché, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, au représentant du pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.



#### IV.1.1.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le ministère de l'intérieur, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

#### **IV.1.2 Engagements de l'administration**

Afin de contribuer à l'exécution conforme de la prestation par le titulaire pendant toute la durée du marché, l'administration s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution de la prestation ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard.

### **IV.2 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ**

#### **IV.2.1 Assurance**

En vertu de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

#### **IV.2.2 Responsabilité contractuelle**

Après mise en demeure restée infructueuse du service bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution de la prestation attendues dans le cadre du présent marché.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale au cumul des dépenses exécutées au titre de la prestation.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

### **IV.2.3 Responsabilité de l'administration**

Les dégâts et dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire du marché par l'administration, du fait de l'exécution de la prestation, sont à la charge de celle-ci.

## **IV.3 FORCE MAJEURE**

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent marché, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

En cas de survenance d'un cas de force majeure, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements. Dans son plan de continuité d'activité, le titulaire prend en compte dans ses priorités les exigences liées à l'exécution du présent marché.

## **IV.4 SANCTION PÉCUNIAIRE POUR NON RESPECT DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe I au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- ☐ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel :

pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 0,5% du montant exécuté HT du marché à la date de constatation du fait générateur ;

- ☐ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel :

pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2% du montant exécuté HT du marché à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées en annexe I au présent CCAP, adressée par tout moyen vérifiable de correspondance.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation exécutée à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

---

## ARTICLE V. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

---

### V.1 ENVIRONNEMENT D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

#### V.1.1 Communication entre les parties

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution du marché par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

L'administration peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

#### V.1.2 Décompte des délais

Il est fait application au présent marché des modalités de computation des délais d'exécution de la prestation visée à l'article 3.2 du CCAG-FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

#### V.1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de la prestation faisant l'objet du présent marché, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

#### V.1.4 Cotraitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8)

jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

## **V.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION**

Les délais d'exécution des prestations débutent à la date fixée dans le bon de commande.

Les délais particuliers d'exécution de la prestation sont fixés, sauf exception, dans les documents contractuels du marché.

Ces délais expirent à la date de la présentation de la prestation à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

## **V.3 CONDUITE DE LA PRESTATION**

### **V.3.1 Généralités**

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi de la prestation au cours de l'exécution du marché.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution de la prestation tel que prévu au marché.

### **V.3.2 Représentants des parties**

Les dispositions relatives aux représentants des parties sont définies au CCTP.

### **V.3.3 Equipe de travail du titulaire**

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire communique à l'administration, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution de la prestation.

---

## **ARTICLE VI. MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

---

### **VI.1 MODALITÉS DE DECLenchement DE LA PRESTATION**

Avant chaque élection, la préfecture transmet au titulaire un bon de commande.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- les références du marché ;

- la désignation de la ou des prestation(s) concernée(s) ;
- les phases et le détail de la ou des prestations (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le montant HT et TTC ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le numéro *d'engagement juridique* et le numéro *de marché* ;
- toute autre information utile à la commande.

La notification des bons de commande donne lieu un envoi dématérialisé.

Les bons de commande sont renseignés, datés, signés et notifiés au titulaire par l'administration. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## **VI.2 MODALITÉS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

La prestation s'exécute dans les conditions et délais définis dans le CCTP et son annexe VI intitulée « découpage des prestations et des livrables ».

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article IX du présent CCAP.

---

# **ARTICLE VII. PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE ET CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES**

---

## **VII.1 PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE**

Conformément aux dispositions du 2° de l'article R. 234-1 du code de l'énergie créé par le décret n° 2016-412 du 7 avril 2016 relatif à la prise en compte de la performance énergétique dans certains contrats et marchés publics, le titulaire est tenu de ne recourir qu'à des produits à haute performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 dudit code pour l'exécution, partielle ou complète, des services résultant du marché.

Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

## **VII.2 CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES**

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent marché introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution de la prestation qui lui incombe, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Pour assurer l'exécution des prestations, le titulaire veille au respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et notamment des documents excédentaires dans le cadre de la mise sous pli et du colisage.

Pour assurer l'exécution des prestations, l'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. Le parc servant à l'exécution de la prestation comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

A défaut, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions des normes :

- pour les véhicules utilitaires légers : EURO 5 ;
- pour les véhicules lourds : EURO V.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution de la prestation objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution du marché une copie des cartes grises des véhicules utilisés et d'effectuer des contrôles aléatoires lors de la présence des véhicules sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du marché.

---

## **ARTICLE VIII. VERIFICATIONS – DECISIONS DE L'ADMINISTRATION**

---

### **VIII.1 GENERALITES**

Les opérations de vérification et les décisions de l'administration s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous. Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 22 à 25 du CCAG-FCS.

Elles ont pour but de constater que la prestation exécutée est conforme aux obligations imposées au titulaire. Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification ne se déroulent pas en présence du titulaire.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'administration.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre à l'administration de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé la prestation définie dans le marché conformément aux dispositions contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification, l'administration prend une décision :

- d'admission lorsque la prestation répond aux stipulations du marché ;
- de réfaction lorsque la prestation, sans être entièrement conforme aux stipulations du marché, peut être reçue en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet de la prestation lorsque la prestation n'est pas conforme aux stipulations du marché et ne peut être reçue en l'état. Le rejet peut être partiel ou total.

Par dérogation à l'article 25.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire n'exécute pas à nouveau la prestation en cas de rejet. Chaque pli faisant l'objet d'une décision de rejet est décompté de la facturation globale.

Les décisions après opérations de vérification ne sont jamais tacites, par dérogation aux articles 23.2 et 25 du CCAG-FCS.

## VIII.2 MODALITÉS DE VÉRIFICATION APPLICABLES A LA PRESTATION

Au titre de la prestation du présent marché, le titulaire est tenu de transmettre à l'administration l'ensemble des livrables qui s'y rattachent et ce dans les délais et conditions définis dans l'annexe VI du CCTP intitulée « découpage des prestations et des livrables ». Le contenu des livrables correspond rigoureusement aux exigences du CCTP.

Par dérogation aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS, l'administration procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ainsi qu'à la validation des livrables en respectant les délais définis dans l'annexe VI au CCTP intitulée « découpage des prestations et des livrables ».

---

## ARTICLE IX. PENALITES

---

Pour rappel, le titulaire est soumis à un impératif de résultat, à savoir de distribuer l'intégralité des paquets de bulletins de vote aux mairies au plus tard, le **vendredi précédant l'élection, soit l'avant-veille du scrutin**. L'exécution de cette prestation, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ni d'aucun dysfonctionnement. Il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les objectifs de résultat.

## IX.1 GÉNÉRALITÉS

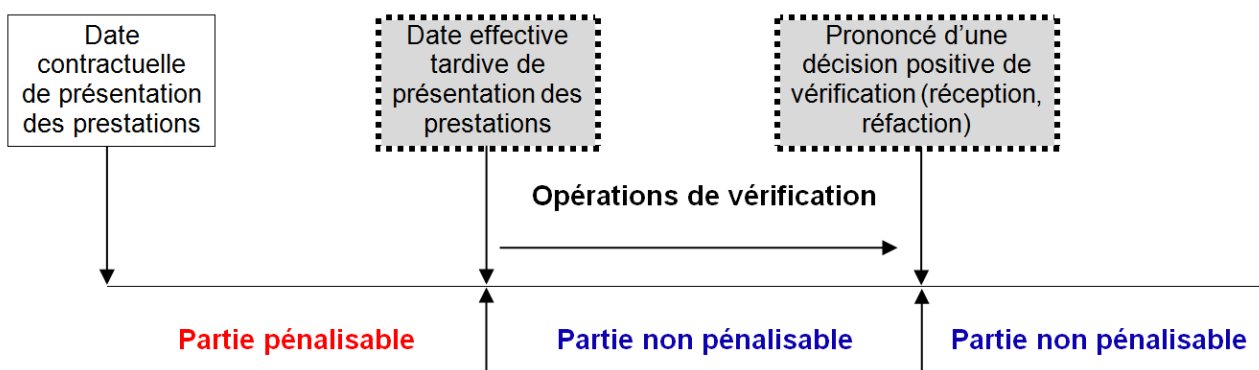
Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article IX.2 du présent CCAP.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le non-respect de la date de présentation de la prestation exécutée par le titulaire à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification constitue un cas de retard.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation de la prestation et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les différents cas de pénalités définis aux articles IX.2 à IX.4 ci-après sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable de la prestation.

Le montant des pénalités ainsi établi vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

## IX.2 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR RETARD

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Ces pénalités s'additionnent en fonction des manquements définis ci-après. Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.



Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq (5) jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé les avoir acceptées.

### **IX.2.1 Pénalités de retard**

<b>Heures de retard</b>	<b>Montant de la pénalité exprimée en % du montant total des plis non remis dans les délais</b>
≥ 1h < 6h	15 %
≥ 6h < 12h	30 %
≥ 12h < 15h	60 %
≥ 15h	90 %

Selon les art 2.17 et 2.25 du CCTP, les plis et les colis livrés par le prestataire au-delà des 18h après l'heure limite ne seront pas pris en charge par les prestataires en charge de l'acheminement des plis et des colis. Ils n'ont plus d'utilité au regard de la date du scrutin.

### **IX.2.2 Pénalités liées à des obligations administratives**

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, le retard à demander l'agrément d'un sous-traitant, ou à produire le contrat, ou projet de contrat, correspondant entraîne une pénalité de :

- 100 euros par jour à l'issue du délai de 15 jours suivant la signature du contrat avec le sous-traitant ;
- 1 000 euros par jour de retard à compter du commencement d'exécution.

Ces pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable de produire les documents. Elles sont retenues sans préjudice des dispositions de l'article 32.1 a) du CCAG-FCS.

## **IX.3 LES RÉFACTIONS POUR NON-CONFORMITÉ DES PLIS AU MOMENT DU CONTRÔLE DE LA PRÉFECTURE**

Conformément à l'article VIII.1 du présent CCAP, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Lors de l'échantillonnage effectué par la préfecture défini à l'article III-3 du CCTP, la préfecture examine les résultats attendus et détermine ainsi ce qu'elle entend par non-conformité des plis réalisés lors de la prestation. Sont réputés non conformes les plis dans lesquels :

- au moins l'un des documents est manquant, bien que fourni en quantité suffisante par le candidat ;
- au moins l'un des documents est endommagé, froissé ou déchiré ;

- figurent des documents :
  - autres que ceux approuvés par la commission de propagande,
  - ou en double.

La proportion de plis non conformes est réputée égale au pourcentage de plis non conformes constatés sur l'échantillon.

La réfaction est calculée comme suit :

Taux de non-conformité	Montant de la réfaction en %
≥ 2% et < 3%	0%
≥ 3% et < 5%	5%
≥ 5% et < 10%	10%
≥ 10% et < 15%	30%
≥ 15% et < 20%	50%

Au-delà de 20%, les prestations ne peuvent être admises en l'état.

La réfaction est déduite du montant du bon de commande considéré en proportion.

#### **IX.4 PÉNALITÉS ET MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En dehors des cas prévus aux articles IX.2 et IX.3, au cours de l'exécution du présent marché, si l'administration constate ou s'il lui est rapporté un quelconque manquement aux obligations contractuelles auxquelles le titulaire est tenu, elle en informe celui-ci immédiatement via le support écrit de sa convenance (courriel, lettre avec AR, etc.). Le titulaire est tenu de corriger le manquement en cause dans le délai de vingt-quatre (24) heures faisant suite à son signalement par l'administration.

En cas de non-respect de ce délai et sans mise en demeure préalable, l'administration prononce à l'encontre du titulaire une pénalité forfaitaire de 50 euros par heure ouvrable de retard dans la résolution du manquement contractuel.

Si le manquement résultant d'une action ou d'une inaction du titulaire s'avérait parfaitement constitué et que toute mesure correctrice devenait par là même sans objet, le titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable, à une pénalité forfaitaire de 3 000 euros.

#### **IX.5 PÉNALITÉS ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES**

##### **IX.5.1 Pénalités et résiliation**

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration de résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 32.1 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché tel que défini à l'article II.6 du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

### **IX.5.2 Pénalités et terme du marché**

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité du marché.

## **IX.6 PÉNALITÉS ET INDEMNITES**

Dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent marché et/ou perturbe fortement les activités et missions du ministère de l'Intérieur, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

## **IX.7 MONTANTS DES PÉNALITÉS**

### **IX.7.1 Absence de montant plancher**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

### **IX.7.2 Montant plafond**

Les pénalités précitées sont cumulables.

Les pénalités sont plafonnées à 50 % du montant HT du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

---

## **ARTICLE X. MODALITES DE REGLEMENT**

---

Le règlement des sommes dues au titre du marché est réalisé dans les conditions qui suivent.

## **X.1 AVANCES**

### **X.1.1 Versement de l'avance**

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-10 et R. 2191-15 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois, à cinq (5) % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à douze (12) mois, à cinq (5) % de douze (12) fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

### **X.1.2 Remboursement de l'avance**

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

## **X.2 ACOMPTES**

Dans le cadre du présent marché, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Les acomptes sont versés par l'administration après constatation du service fait pour la partie de la prestation exécutée. Ils n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

## **X.3 PAIEMENTS**

Les prestations sont réglées, conformément aux bons de commande émis et après constatation du service fait pour la partie des prestations exécutées, par application des prix figurant à l'annexe I à l'acte d'engagement.

Pour le règlement de la prestation du présent marché, le titulaire établit une facture au prononcé de sa réception par l'administration dans les conditions définies à l'article X.4 ci-après.

La facturation ne peut intervenir séparément pour chaque tour de scrutin que dans des cas exceptionnels (report des élections, force majeure).

L'administration accepte ou rejette la facture émise par le titulaire. Elle la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par l'administration. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

## **X.4 FACTURATION**

### **X.4.1 Contenu des factures**

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures précisent impérativement :

- la date d'émission de la facture ;

- le numéro d'identifiant unique de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- la raison sociale et l'adresse respectives de l'administration et du titulaire ;
- le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN respectif de l'administration et du titulaire ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- le montant TTC et le montant HT ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- les références du marché (n° CHORUS sur dix chiffres) ;
- le numéro d'« *engagement juridique* » ( *numéro CHORUS sur 10 chiffres débutant par 24*) ;
- le code du service exécutant ;
- numéro d'engagement auquel se rapporte la facture ;
- l'adresse de facturation ;
- le rappel intégral du libellé, de la quantité et du contenu de la prestation concernée, conformément aux désignations utilisées dans l'annexe I à l'acte d'engagement ;
- toute autre information utile au paiement.

#### **X.4.2 Modalités d'envoi des factures**

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
  - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
  - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, *etc.* ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques<sup>1</sup> et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

#### **X.4.3 Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de Bretagne  
et du Département d'Ille-et-Vilaine  
Cité Administrative  
Avenue Janvier  
BP 72102  
35021 – Rennes cedex 9

Les présentes dispositions relatives au comptable assignataire peuvent être modifiées par simple décision administrative.

#### **X.4.4 Ordonnateur secondaire**

L'ordonnateur secondaire est le suivant :

Monsieur Pierre LARREY  
Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine  
81 boulevard d'Armorique  
35026 Rennes Cedex 9

Les présentes dispositions peuvent être modifiées par simple décision administrative.

### **X.5 DÉLAI DE PAIEMENT**

#### **X.5.1 Règles applicables**

Les modalités de paiement des sommes dues en application du présent marché sont celles définies aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

En application des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par

---

1

l'administration ou de la date d'exécution de la prestation si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-14 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution de la prestation sont constatées par les services de l'administration. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi.

La date d'exécution de la prestation, telle que visée ci-avant, correspond à la date à laquelle l'administration certifie que cette prestation a été exécutée conformément aux stipulations formulées dans les documents particuliers du présent marché.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique. Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire, ainsi que leurs conditions de versement sont conformes aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Il est précisé que les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

### **X.5.2 Information - réclamation**

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à :

Bureau de la citoyenneté  
Direction des Collectivités Territoriales et de la Citoyenneté  
81 boulevard d'Armorique  
35026 Rennes Cedex.

Cette lettre précise au moins :

- la référence du marché ;
- la référence de la prestation ;
- le montant total TTC de la prestation ;
- le montant total TTC de la facture en cause.

## **X.6 MONNAIE**

Le titulaire est informé que le marché est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

---

## **ARTICLE XI. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

---

Les éléments relatifs à ces articles font l'objet de l'annexe I au présent CCAP.

---

## **ARTICLE XII. DISPOSITIONS DIVERSES**

---

### **XII.1 GARANTIE**

Par dérogation aux dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS, le présent marché ne fait l'objet d'aucune garantie.

### **XII.2 CONTENTIEUX**

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte  
35000 Rennes

### **XII.3 DIFFERENDS ET LITIGES**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution de celui-ci. Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées au chapitre VII du titre IX du livre Ier de la deuxième partie de la partie législative et de la partie réglementaire du code de la commande publique.



## **XII.4 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein du marché, l'ensemble des pièces du marché est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives au marché doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.